

Chirac « fait confiance » aux Français pour choisir le oui

REFERENDUM. Alors que le non est donné gagnant, le chef de l'Etat a profité de la présence à l'Elysée, au côté du Russe Poutine, de l'Allemand Schröder et de l'Espagnol Zapatero pour redire sa foi en l'Europe. Une intervention qu'avait réclamée Hollande.

« JE FAIS tout à fait confiance à nos concitoyens pour qu'ils discètent l'intérêt qui est le leur, celui de leur pays et celui de leurs enfants » en faveur d'une Europe pacifique, démocratique, respectueuse de nos valeurs et des droits de l'homme. Recevant hier à l'Elysée pour un sommet informel à quatre puis un dîner de travail Vladimir Poutine, Gerhard Schröder et José Luis Rodriguez Zapatero, Jacques Chirac en a surtout profité pour lancer la campagne du oui au référendum du 29 mai. D'autant que ce référendum, il le sait, est loin d'être gagné.

Poutine vante la « très grande Europe »

« Je suis convaincu que les Français comprendront et voteront oui », a renchéri le chancelier allemand en se disant prêt à participer à la campagne en France s'il y est invité. « Je viendrais en France pour défendre et argumenter en faveur du oui », a renchéri le président du gouvernement espagnol, qui peut s'enorgueil-



L'ELYSEE (PARIS VIII^e), HIER SOIR. José Luis Rodriguez Zapatero, Jacques Chirac, Gerhard Schröder et Vladimir Poutine marchent d'un même pas vers la salle de conférence de presse. (AP/PATRICK KOVARIK)

lir d'avoir été le premier à faire ratifier la Constitution par ses concitoyens. Et Zapatero, que Chirac était allé soutenir lors d'un grand meeting à Barcelone à la veille du référendum du 20 février, de se dire « fier d'appartenir à une union dont les pays sont ceux qui contribuent le plus à la lutte contre la faim et la pauvreté ».

Fort habilement, le président russe, vedette de cette réunion quadripartite, s'est gardé de s'immiscer dans la campagne, préférant voir déjà plus loin en parlant pour la première fois à Paris de « la très grande Europe » qui, demain, comprendrait évidemment, à ses yeux, la Russie. Un pays avec lequel l'Union européenne tente de construire la « maison commune » créée déjà en son temps à Mikhaïl Gorbatchev. « Nous pensons que l'Union européenne et la Russie doivent bâtir un partenariat stratégique », a souligné Schröder. Et d'insister : « Nous avons tous intérêt à avoir une Russie stable (*à nos portes*). » En tendant la main à Poutine et en appelant les Français à voter oui, Chirac a estimé que la relation entre la Russie et l'Europe est « la clé de l'enracinement définitif de la démocratie et de l'état de droit sur notre continent ».

BRUNO FANUCCHI

« On va devoir mouiller la chemise »

PASCAL LAMY, ex-commissaire européen PS, avocat du oui

LE SOCIALISTE Pascal Lamy, ancien directeur de cabinet de Jacques Delors à Bruxelles, préside le club Notre Europe.

Etes-vous surpris que le projet de directive Bolkestein provoque tant d'émotion ?

■ Pascal Lamy. Ce n'est qu'un projet de directive. Il s'agit d'un texte mis par la Commission sur la table des deux Chambres qui décident en Europe : le Conseil des Etats membres (que l'on appelle aussi le Conseil des ministres) et le Parlement européen. L'examen parlementaire a fait apparaître des risques de dumping social. Je suis donc persuadé qu'il n'y aura de majorité ni au Conseil des ministres ni au Parlement européen pour adopter ce projet en l'état.

Mais comment ce texte a-t-il pu recevoir l'aval de la précédente Commission, dont vous faisiez partie ?

Nous avions eu un débat sur les risques de dumping social. Et notre collègue Frits Bolkestein avait garanti à ceux d'entre nous qui, comme moi, avaient des doutes (c'est-à-dire deux ou trois sur les vingt-cinq membres de la précédente Commission) que ce serait bien le régime social du pays d'accueil et non du pays d'origine qui s'appliquerait en cas de fourniture de services.

Ce projet de directive peut-il être qualifié de libéral ?

Ce n'est pas la question. On a déjà procédé en Europe à l'essentiel de l'ouverture du marché des services : transports aériens et ferroviaires, énergie, poste, télécoms, banque, assurance. Mais le principe général dans l'Union européenne a toujours été qu'on exclue en matière sociale l'harmonisation par le bas : c'est la raison pour laquelle dans les travaux publics, depuis des décennies, les Portugais qui viennent travailler en France sont soumis à la législation française du travail. C'est sur ce plan qu'il y a une ambiguïté dans le texte Bolkestein. Cela dit, gardons le sens des proportions : l'ensemble des économies des dix



Pascal Lamy. (PHOTOGRAPHIE: T. SOMERSET)

pays qui viennent de rejoindre l'Union ne représente que 10 % du PNB du total des économies européennes. Quand les tenants du non soutiennent que la piscine lettone va violer le lavabo français, c'est absurde !

Pour Laurent Fabius, « la directive Bolkestein est un avant-goût de la Constitution européenne »...

Cela n'a strictement rien à voir. La Constitution est un cadre juridique qui permet, en fonction des majorités au Parlement, de mener des politiques soit plus de droite, soit plus de gauche. Ce cadre n'est ni libéral ni antilibéral. Sur les services publics, les droits sociaux ou la charte fondamentale, on peut même souligner qu'il est moins libéral que le régime sous lequel nous vivons actuellement.

Pour la première fois, le non serait en France majoritaire...

Il y a une inquiétude. Et un vrai débat s'est installé. Les tenants du oui vont devoir mouiller la chemise. A la fin, la question sera de savoir si on prend ou si on ne prend pas ce qui est sur la table. Même si je suis sensible à certains arguments du non, je pense qu'un bon rien vaut mieux que deux, tu l'auras ». Si on recommandait tout aujourd'hui, on n'obtiendrait pas mieux. Je suis même sûr qu'on aurait moins bien.

Quelles seraient les conséquences si la France votait non ?

Ce serait un gros problème pour l'Europe. Et les autres pays ne nous comprendraient pas. En outre, notre position de négociateur seraient, pour la suite, fragilisées. Et je ne dis rien du fait que nous sommes dans un monde où Américains, Chinois et Indiens ne vont pas nous attendre...

Les tenants du non assurent qu'il suffirait de se remettre autour d'une table...

Ceux qui disent cela font une très mauvaise appréciation du rapport de force ou racontent des bobards. Dans les deux cas, c'est ennuyeux.

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE MARTINAT

« Je n'ai pas à être sanctionné »

JEAN-LUC MÉLENCHON, partisan du non

Le non est passé en tête...

■ Jean-Luc Mélenchon, sénateur PS de l'Essonne. C'est un tournant. La détérioration du climat en France y est pour beaucoup. Il flotte sur ce non un parfum de révolte sociale. Mais un sondage ne fait pas une élection : on a payé assez cher pour le savoir, en 2002, avec l'élimination de Lionel Jospin. Il faudra se battre jusqu'au bout.

Dans cette enquête, les sympathisants PS sont en majorité favorables au non...

Le oui du PS l'isole de toute la gauche. Les uns après les autres, les syndicats se prononcent pour le non, ou émettent d'importantes réserves. Et puis, la perspective de voter, une nouvelle fois, avec Jacques Chirac et la droite semble avoir réveillé nos électeurs. Ils rejettent en bloc le libéralisme incarné par le gouvernement, et inscrit dans le marbre de cette Constitution européenne.

François Rebsamen, bras droit de Hollande, vous demande de vous mettre en congé du bureau national du PS...

Il n'en est pas question. Si j'ai bien compris, on me reproche surtout d'avoir fait meeting commun avec le PC jeudi soir. Et alors ? Les communistes, je les côtoie depuis les années 1970. Je ferai d'autres réunions avec eux et avec les partisans du non de gauche. Je n'ai pas à être sanctionné pour cela. En tout cas, qu'on ne compte pas sur moi pour m'autosacrifier. Je veux continuer à avoir toute ma place au PS.

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIC GERSCHEL

■ 68 % des Français désapprouvent la directive dite Bolkestein, selon un sondage CSA Opinion pour « l'Humanité hebdo ». Ils ne sont que 28 % à s'y déclarer favorables. Ce rejet, majoritaire dans toutes les tranches d'âge et toutes les professions, l'est presque autant à gauche (70 %) qu'à droite (76 %). Parmi les Français qui pensent voter oui, 71 % sont défavorables à la directive. Enquête réalisée les 16 et 17 mars au cours d'un échantillon national représentatif de 850 personnes, âgées de 15 ans et plus.

Une lettre de la commission des sondages

APRÈS publication du sondage de l'institut CSA (*nos éditions d'hier*), Jean-Michel Galabert, dans une lettre en date du 18 mars, nous demande de préciser, au nom de la commission des sondages qu'il préside, que si la réalisation du sondage n'appelle « aucune critique », « l'écart entre le oui et le non ne revêt pas, en revanche, un caractère statistiquement significatif, compte tenu de la marge d'incertitude qui résulte de la taille réduite du sous-échantillon à partir duquel cet écart est établi ».